



Volet B

Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
Après dépôt de l'acte au greffe

06060606

TRIBUNAL DE COMMERCE

23 -03- 2006

NIVELLES
Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 04/04/2006 - Annexes du Moniteur belge

Dénomination : ART TECH BETON

Forme juridique : Société Privée à Responsabilité Limitée

Siège : 1410 Waterloo, boulevard Henri Rolin 5

N° d'entreprise : 880 186 116

Objet de l'acte : CONSTITUTION SPRL**Texte :**

D'un acte reçu par Maître Jean-Marie **BOVEROUX**, notaire à Roclenge-sur-Geer, actuellement Bassenge, le quatorze mars deux mil six, enregistré à Visé le seize mars suivant, registre 5, volume 195, folio 68, case 05, six rôles, sans renvoi, aux droits de vingt cinq euros (25 €) par l'Inspecteur Principal ai (s) C Bosch, il résulte que :

Monsieur **CAMEL Mehmet**, né à Afsin (Turquie) le six avril mil neuf cent septante-quatre, numéro national 74.04.06 361-71, communiqué avec son accord exprès, époux de Madame **YURUK Hatice**, née à Afsin (Turquie) le deux juillet mil neuf cent septante-six, domicilié à 4042 Herstal (Liers), rue Provinciale 60.

Monsieur **SARTIAUX Laurent Robert Ghislain**, né à Louvain le six juillet mil neuf cent septante-trois, numéro national 73.07.06 041-03, communiqué avec son accord exprès, époux de Madame **LEDECQ Nathalie**, domicilié à 7090 Braine-le-Comte, rue des Postes 138.

Ont constitué une société privée à responsabilité limitée dont les statuts sont arrêtés comme suit :

TITRE I.**DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE.**

ARTICLE 1 : La société privée à responsabilité limitée est constituée sous la dénomination "**ART TECH BETON**".

La mention "SOCIETE PRIVEE A RESPONSABILITE LIMITEE" sera reproduite lisiblement et en toutes lettres ou en abrégé sur tous les actes, factures et documents émanant de la société.

ARTICLE 2 : Le siège social est établi à 1410 Waterloo, boulevard Henri Rolin 5.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du ou des gérants.

Tout changement du siège devra être publié aux annexes du Moniteur Belge par les soins du ou des gérants.

La société pourra, par simple décision du ou des gérants, établir des succursales, bureaux d'études, agences en tous lieux, tant en Belgique qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 : La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, tout ce qui se rapporte directement ou indirectement à :

- L'entreprise de rejointoyage, de ravalements, de nettoyage et de remise en état de façades et autres travaux de finition ;
- L'entreprise générale de construction, de réfection et d'entretien de travaux routiers ;
- L'entreprise de travaux d'égouts courants et de distribution d'eau ;
- L'entreprise de travaux de pose de câbles et de canalisation divers ;
- L'entreprise d'installations et de fourniture de la signalisation et éclairage des voies de communication et marquage des routes ; des dispositifs de sécurité ;
- L'entreprise d'installation, de réparation et d'entretien de signalisation routière ;
- L'entreprise d'aménagement de plaines de jeux et de sport, de parcs et de jardins ;
- L'entreprise de terrassement et de pavage ;
- L'entreprise de travaux de forage, de sondage et de fonçage de puits ;
- L'entreprise de fondations, de battage de pieux et de palplanches, de travaux de consolidations du sol par tous systèmes ;
- L'entreprise de travaux de drainage ;

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto :** Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

Luik B - vervolg

- L'entreprise d'installation d'échafaudage et de plates formes ;
- L'entreprise de restauration de monuments (classés ou non) ;
- L'entreprise de réhabilitation générale d'immeubles de tous types ;
- L'entreprise de placement de clôtures et écrans de tous types ;
- L'entreprise d'isolation thermique et acoustique ;
- L'entreprise d'installation de cheminées et de feux ouverts ;
- L'entreprise de placement de cloisons et de faux plafonds ;
- L'entreprise de ferronnerie, de volets et de menuiserie métallique et plastique ;
- L'entreprise d'installation de ventilation et d'aération, de chauffage à air chaud, de conditionnement d'air et de tuyauterie industrielle et le placement de citernes et fosses septiques ;
- L'entreprise de peinture industrielle, de nettoyage à la vapeur, de sablage et les activités analogues ;
- L'entreprise de recouvrement de corniches avec de la matière plastique ;
- L'entreprise de ramonage de cheminées ;
- L'entreprise de nettoyage et de désinfection de bâtiments et de locaux, meubles, ameublement et objet divers et la remise en état ;
- L'entreprise de lavage de vitres ;
- L'entreprise de nettoyage et démoussage de toit et de corniches ;
- L'entreprise de recouvrement de pignons et de façades avec de la matière plastique ;
- L'entreprise de travaux de revêtements hydrocarbures et d'enduisages ; la pose en tranchée de câbles électriques, d'énergie et de télécommunication sans connexion ; les fonçages horizontaux de tuyaux pour câbles et canalisations ;
- L'entreprise de construction d'immeubles résidentiels et d'immeubles de bureaux ;
- L'entreprise d'injection en résine, en epoxy, en mortier et autres matières ;
- L'entreprise générale de bâtiment y compris notamment : tous travaux de gros œuvre et de mise sous toit de bâtiments ; la fourniture et la pose de cloisons légères, de parquets et autres revêtements en bois des murs et sols ; les faux plafonds et faux planchers préfabriqués ou non ;
- L'entreprise de menuiserie-charpenterie en général ; de charpentes et d'escaliers en bois ;
- L'entreprise de placement de ferronnerie, volets, menuiserie métallique ;
- L'entreprise de couverture de toitures asphaltiques ou similaires ainsi que les travaux d'étanchéité ;
- L'entreprise de plafonnage, de cimentage et de crépissage ;
- L'entreprise de couvertures non métalliques et non asphaltiques ;
- L'entreprise de travaux de peinture, de décoration et de vitrage ;
- L'entreprise de travaux de carrelage et de mosaïque ;
- L'entreprise pour la fourniture et la pose des installations sanitaires, de plomberie et des installations de chauffage au gaz par appareils individuels ;
- L'entreprise de menuiserie métallique ;
- L'entreprise de couvertures métalliques de toitures ainsi que la zinguerie ;
- L'entreprise de couvertures de constructions ;
- L'entreprise de revêtement de murs et de sols y compris la marbrerie et la taille de pierres ; l'atelier de marbrerie, de parquetage et de carrelage ; les chapes de sols ainsi que les revêtements de sols industriels ;
- L'entreprise de tapisserie et la pose de revêtement des murs et sols ;
- L'entreprise de travaux d'étanchéité, de revêtement de construction par asphaltage et bitumage, y compris les revêtements hydrocarbonnés et enduisages ;
- L'entreprise d'installation en chauffage central ;
- L'entreprise générale de terrassements, à savoir les travaux de démolition, de forages, de sondages, d'injection, de drainage, de plantations et de revêtements spéciaux pour terrains de sport ;
- L'entreprise d'installations électriques des bâtiments y compris l'installation de groupes électrogènes, d'équipements de détection d'incendie, de vol, de télétransmission dans les bâtiments et leur périphérie ainsi que l'installation ou l'équipement de téléphonie mixte ;
- L'entreprise générale de construction par sous-traitance dont l'entreprise assume la coordination ;
- L'entreprise générale de construction de bâtiments et de travaux de maçonnerie et de béton ; l'entreprise de démolition et de réparation de béton ;
- L'entreprise d'automation, régulation, électricité, pneumatique, hydraulique, électromécanique ;
- L'entreprise de génie civil ;
- L'exploitation commerciale et industrielle, la représentation, l'importation, l'exportation, la distribution, l'entreposage et le commerce en général de tous les matériaux de construction ainsi que les engins de tous types, les véhicules utilitaires en ce compris tous les types d'automobiles se rattachant directement ou indirectement aux travaux repris ci-dessus. L'entreprise pourra vendre, acheter, donner en location ou en leasing lesdits engins ;
- L'entreprise pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autre avec d'autres entreprises, associations ou sociétés ;

- L'entreprise peut être administrateur, gérant ou liquidateur ;
- L'entreprise peut réaliser toutes opérations de commission, de même que toutes autres opérations à caractère industriel, commercial, financier, mobilier ou immobilier se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou en développer directement ou indirectement, entièrement ou partiellement la réalisation ;
- L'entreprise peut acquérir, céder, créer tous brevets, licences, marque de fabrique, acquérir, prendre ou donner à bail, aliéner tout immeuble ou fonds de commerce.

Cette désignation n'est pas limitative, la société peut accepter toutes opérations généralement quelconques en dehors de celles visées ci-dessus et notamment financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social. Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, d'absorption, de souscription, de participations financières ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises existantes ou à créer, ayant un objet analogue ou connexe au sien, ou de nature à faciliter ou favoriser la réalisation de son objet tel que défini ci-dessus. La société peut leur apporter toute aide technique, commerciale ou financière et participer à leur gestion et administration. Elle peut se constituer garant ou aval de tout engagement souscrit ou à souscrire par les sociétés ou entreprises dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect.

La société peut réaliser son objet en Belgique ou à l'étranger, de toutes les manières et suivant les modalités qui lui paraissent les mieux appropriées. Elle peut notamment exercer son objet en affermant, louant ou donnant à bail ou en usufruit, de quelque façon que ce soit, ses installations et/ou tout ou partie de son patrimoine à une ou plusieurs entreprises exerçant un objet similaire au sien ou de nature à faciliter ou favoriser son objet.

ARTICLE 4 : La société est constituée pour une durée illimitée prenant cours le premier avril deux mil six.

TITRE II.

CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES - SOUSCRIPTION.

ARTICLE 5 : Le capital social est fixé à la somme de dix-huit mille cinq cent cinquante euros (18.550 €), divisé en cent parts sans désignation de valeur nominale.

ARTICLE 6 : Les parts sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire de la part. En cas d'usufruit, l'usufruitier représente le nu-propriétaire.

ARTICLE 7 : Il est tenu au siège, un registre des associés qui contient la désignation précise de chaque associé et le nombre de parts lui appartenant.

Tout associé ou tout tiers intéressé peut en prendre connaissance. Des certificats d'inscriptions au dit registre, signés par un gérant, peuvent être délivrés à chaque associé. Ces certificats ne sont pas négociables.

ARTICLE 8 : Les transferts ou transmissions de parts sont inscrits dans le registre des associés à leur date; ces inscriptions sont signées par le cédant et le cessionnaire dans le cas de cession entre vifs, par les gérants et les bénéficiaires dans le cas de transmission à cause de mort.

Les transferts ou transmissions de parts n'ont d'effet vis à vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le dit registre.

ARTICLE 9 : Les cessions de parts sociales entre vifs et la transmission pour cause de mort, à titre gratuit comme à titre onéreux, ne sont soumises à aucune formalité ni habilitation, si elles ont lieu au profit d'un associé, ou du conjoint non séparé de fait ou de corps d'un associé, ou des descendants d'un associé.

Dans les autres cas, lesdites cessions entre vifs et les transmissions pour cause de décès sont soumises d'abord à un droit de préférence, ensuite, en cas de non exercice total ou partiel du droit de préférence, à l'agrément du cessionnaire ou de l'héritier ou légataire par l'assemblée générale.

ARTICLE 10 : DROIT DE PREFERENCE.

En cas de cession entre vifs projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la gérance par lettre recommandée à la poste en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire et le nombre de parts sociales à céder.

En cas de mutation par suite de décès d'un associé, ses héritiers ou légataires devront fournir une déclaration identique dans les trois mois du décès.

Dans les trente jours suivant l'avis de dépôt à la poste de cette lettre recommandée, la gérance avise les associés de la mutation projetée et ce par lettre recommandée à la poste.

Dans les trente jours qui suivent le dépôt de cet avis à la poste, tout associé qui entend exercer son droit de préférence doit en aviser la gérance en faisant connaître le nombre de parts sociales qu'il désire acquérir et ce également par lettre recommandée à la poste.

Le droit de préférence s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales que possèdent les associés qui en usent; son non-exercice total ou partiel accroît le droit des autres.

ARTICLE 11 : AGREMENT.

Les parts sociales qui, endéans les soixante jours à compter de la demande, n'auront pas fait l'objet de l'exercice du droit de préférence, ne peuvent être cédées au cessionnaire proposé ou transmises aux héritiers ou légataires que moyennant l'agrément de l'assemblée générale statuant à la majorité des trois quarts des voix

attachées aux parts sociales autres que celles dont la cession ou la transmission est proposée.

Le refus d'agrément ne donne lieu à aucun recours.

Cependant, dans ce cas, la gérance dispose d'un délai de six mois pour trouver acquéreur, faute de quoi l'opposition doit être levée.

Toute mutation de parts sociales faite en contravention du présent article et des articles 9. et 10. qui précèdent, est de plein droit nulle et de nul effet tant à l'égard de la société que des associés et des tiers.

ARTICLE 12 : Les héritiers, légataires, créanciers ou ayants-droit d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société, ni requérir d'inventaire.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans et écritures de la société et aux décisions prises par l'assemblée générale des sociétaires.

TITRE III.

GESTION - SURVEILLANCE.

ARTICLE 13 : La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant, elle est obligée de renseigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou son personnel, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de la mission de gérant au nom et pour compte de la personne morale. Lors de la nomination et de la fin de la fonction du représentant permanent, il y a lieu de remplir les mêmes règles de publicité que celles à respecter si la fonction était exercée en nom personnel et pour son propre compte. Si la société elle-même est nommée administrateur / gérant dans une société, la compétence pour désigner un représentant permanent revient à l'organe de gestion.

ARTICLE 14 : Chaque gérant peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Chaque gérant représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant.

La société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, sans que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 15 : Chaque gérant peut déléguer sous sa responsabilité certains pouvoirs pour des fins déterminées, à telles personnes que bon lui semble.

ARTICLE 16 : Le mandat des gérants est gratuit.

Néanmoins, il pourrait leur être alloué des émoluments fixes ou variables, imputables aux frais généraux, pour autant que les associés réunis en assemblée générale le décident.

ARTICLE 17 : La surveillance de la société se fera conformément à la loi.

TITRE IV.

ASSEMBLEE GENERALE - DECISIONS.

ARTICLE 18 : Les décisions des associés sont prises en assemblée générale à la majorité des voix.

En cas de parité, la proposition soumise au vote est rejetée. S'il s'agit de nominations, elles se feront au besoin par deux tours de scrutin plus un scrutin de ballottage, et la majorité relative suffit, le candidat le plus âgé étant choisi en cas de parité de voix au ballottage.

Le ou les gérants doivent convoquer l'assemblée générale chaque fois que l'intérêt social l'exige ou que deux des associés le demandent.

Les convocations sont faites conformément au Code des Sociétés. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les associés consentent à se réunir.

Les associés peuvent se faire représenter par un mandataire agréé par les autres associés présents à l'assemblée générale.

ARTICLE 19 : Une assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit, chaque année le troisième lundi de mai à dix huit heures et pour la première fois en deux mil sept.

Si ce jour est férié, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant. Elle se réunira au siège social ou à tout autre endroit désigné dans la convocation.

ARTICLE 20 : L'assemblée générale est présidée par le doyen d'âge, assisté du plus jeune associé présent.

Si le nombre des associés le permet, il est désigné deux scrutateurs. Chaque associé peut voter par lui-même ou émettre son vote par écrit.

Chaque part sociale ne confère qu'une seule voix.

L'associé qui possède plusieurs parts dispose d'un nombre égal de voix à celui de ses parts, sous réserve des dispositions légales de limitation du droit de vote.

Les procès verbaux de l'assemblée générale sont signés par tous les associés présents ou ayant pris part effective au vote.

Les expéditions ou extraits sont signés par le gérant, sauf dans le cas où les délibérations doivent être authentiquement constatées.

ARTICLE 21 : Les modifications aux statuts devront être faites par acte authentique; l'assemblée générale chargée de délibérer sur toutes les modifications aux statuts ou sur la conversion de la société en une société d'une autre forme, ne pourra valablement statuer que si l'objet des modifications proposées a été indiqué spécialement dans les convocations, si deux associés au moins assistent à l'assemblée et si les associés formant l'assemblée possèdent au moins la moitié des parts sociales.

Si ces conditions ne sont pas remplies, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre des parts représentées.

Dans l'un ou l'autre cas, la décision ne sera valablement prise que si elle a réuni les trois/quarts des voix exprimées valablement.

TITRE V.

INVENTAIRE - BILAN - REPARTITION - RESERVE.

ARTICLE 22 : L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre suivant.

Exceptionnellement, le premier exercice social prend cours le premier avril deux mil six pour se terminer le trente et un décembre deux mil six.

A la fin de chaque exercice, et pour la première fois le trente et un décembre deux mil six, la gérance dresse l'inventaire et les comptes annuels.

Les comptes annuels mentionnent spécialement et nominativement les dettes des associés vis à vis de la société, et celles de la société vis à vis des associés.

La gérance remet les comptes annuels aux associés, quinze jours avant l'assemblée générale ordinaire annuelle.

S'il y a un ou plusieurs commissaires réviseurs désignés, les comptes annuels leur seront remis et ils les adresseront avec leur rapport, aux associés dans le même temps que la convocation de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ordinaire statuera sur l'adoption des comptes annuels et se prononcera par un vote spécial après adoption sur la décharge du ou des gérants et éventuellement du ou des commissaires-réviseurs.

Les comptes annuels ainsi que tous autres documents qui seraient requis par la loi, seront déposés après leur approbation auprès des autorités compétentes.

ARTICLE 23. L'excédent favorable du bilan, déduction faite de toutes charges, frais généraux et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la société.

Sur celui-ci, il sera prélevé annuellement cinq pour cent pour être affecté à la formation d'une réserve légale.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que ce fonds aura atteint le dixième du capital social.

Le restant du bénéfice sera partagé entre les associés suivant le nombre de leurs parts sociales, chaque part conférant un droit égal.

Toutefois, les associés en assemblée générale pourront décider que tout ou partie de ce solde soit affecté à la création d'un fonds de réserve spécial ou d'un fonds d'amortissement des parts sociales ou de prévision ou de l'attribution de tantièmes au profit du gérant, ou soit reporté à nouveau, ou encore toute autre affectation.

TITRE VI.

DISSOLUTION - LIQUIDATION.

ARTICLE 24 : La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés.

Si par suite des pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, le gérant doit soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois/quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les associés possédant un/quarter des parts.

Si par suite des pertes, l'avoir social ne représente plus qu'une valeur moindre de six mille deux cents euros (6.200 €), la société sera dissoute à la demande de tout intéressé.

ARTICLE 25 : En cas de dissolution, la liquidation de la société s'opérera par les soins du gérant, à moins que l'assemblée générale ne désigne à cet effet, un ou plusieurs liquidateurs dont elle fixera les pouvoirs et les émoluments, s'il y a lieu.

L'assemblée générale règle le mode de liquidation à la simple majorité des voix.

Le solde favorable de la liquidation, après paiement des dettes et charges de la société, sera partagé entre les associés, suivant le nombre de leurs parts sociales respectives, chaque part conférant un droit égal.

NOMINATIONS

Sont nommés en qualité de gérants, sans limitation de durée, Messieurs CAMEL et SARTIAUX, avec pouvoir d'agir ensemble ou séparément. Leur mandat sera gratuit.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME,

Acte et documents déposés au Greffe en même temps que le présent extrait d'acte : expédition conforme de l'acte de constitution de société avec attestation bancaire y annexée.

Notaire Jean Marie BOVEROUX
4690 Roclenge-sur-Geer.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 04/04/2006 - Annexes du Moniteur belge